

LE FAIT DU JOUR

13/12/1995

Université Paul-Sabatier : 51 % des étudiants reconduisent la grève

Par une majorité de 51,42 %, les étudiants de l'université Paul-Sabatier ont reconduit leur grève.

Une immense ovation a accueilli les résultats des votes proclamés hier soir, peu avant minuit, dans le grand hall de l'université, après près de 4 heures de dépouillement. 3.111 étudiants se sont déclarés pour la poursuite du mouvement, contre 2.939 et 123 bulletins blancs ou nuls.

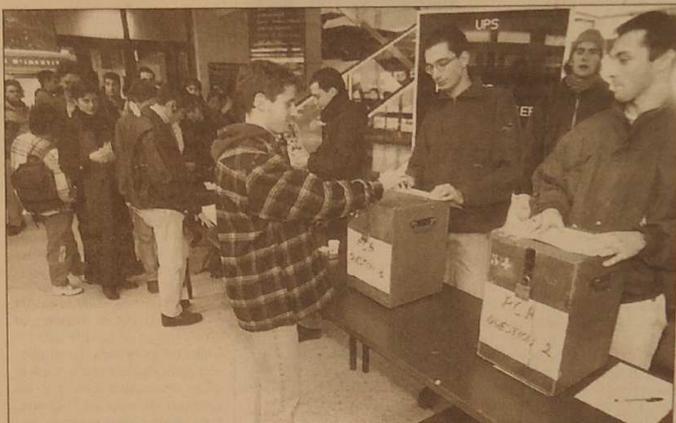
Démocratique

Vote à bulletin secret, isolés et contrôlés des cartes d'étudiants, les potaches de l'université Paul-Sabatier ont donné hier une grande leçon de maturité et de démocratie avec 6.173 votants. Après 35 jours de grève et de mouvements divers, de manifestations et d'occupation de locaux, l'heure est venue de faire le point. « Non plus dans l'excitation des assemblées générales,

précisait hier un étudiant qui faisait la queue en attendant de voter, mais dans le calme et la responsabilité ». Il est clair que depuis plusieurs jours, et nous nous en sommes faits l'écho depuis le début de cette semaine, des voix de plus en plus nombreuses se sont élevées pour « poursuivre le mouvement, mais en reprenant les cours ».

Craintes

La crainte de voir « une année sacrifiée », ou, tout au moins de voir les procédures de rattrapage trop lourdes et compliquées pour être efficaces, tout cela a fondu sur les amphis. En face, les tenants de la poursuite de la grève peuvent toujours compter sur une mobilisation déterminée, comme on l'a encore vu dans les rues de Toulouse mercredi soir.



6000 votants (Photo « La Dépêche »)

Bref, pour en sortir, il ne restait plus que le referendum. Il a donc été organisé hier de 9 heures

à 20 heures, dans les règles les plus strictes. Même les professions de foi étaient au rendez-vous, pour traduire les divers sentiments. « N'abandonnons pas le premier avant la récolte », affirmaient les textes de

ceux qui appelaient à voter pour la reconduction du mouvement. « Il ne nous reste qu'un tiers du temps pour traiter les deux tiers du programme », répondaient les opposants.

Jean-Jacques ROUCH

Incidents à la fac de Droit

Après une bousculade sans aucune gravité mercredi soir, sur la place du Capitole où les CRS ont dû, vers minuit, disperser les étudiants qui entretenaient les feux de poubelles, des heurts plus sérieux se sont produits aux abords de la fac de droit, hier vers 19 heures, entre étudiants cette fois. Après une journée qui clôturait les élections destinées à désigner les représentants étudiants aux conseils internes à l'Université, les militants de

gauche ont été violemment agressés par plusieurs groupes d'extrême droite. Ces derniers, en formations quasi militaire, crânes rasés, armés de battes de base-ball et même accompagnés d'un berger allemand, ont fait la chasse à leurs adversaires jusque sur dans les couloirs de la fac. Un jeune homme a été roué de coups de bâtons et de coups de pied sur la place Anatole-France tandis que d'autres étaient frappés à la volée dans les couloirs et entre les voitures en stationnement sur le parking de la fac.

La flambée de colère des « thésards »

Ils ont bac + 6, bac + 8 ou même davantage... Et ils dénonçaient hier le désengagement de l'Etat envers la recherche.

Trois cents thésards, et enseignants-chercheurs, venus de toutes les facs de Toulouse, mais plus particulièrement de l'université Paul Sabatier, de l'Institut national polytechnique, ou du Mirail, sont venus hier place du Capitole, apporter leur thèse.

« Et symboliquement, une personne représentant M. Bayrou, a mis le feu à nos thèses ; la recherche, actuellement, part en fumée », dénoncent-ils. Un autodafé impressionnant sur une place du Capitole qui arbore, depuis quelques jours, des allures apocalyptiques...

« Chaque année, 10.000 thésards sont reçus, explique Loïc, bac + 8 à l'UPS. On peut estimer que 1.000 à 2.000 auront de grosses difficultés d'insertion. »

« Il y a de moins en moins de postes de chercheurs, qui sont remplacés peu à peu par des agrégés, précise cet enseignant-chercheur. Mais cela veut dire que ceux-ci quittent le secondaire pour prendre des places en faculté. »

Les enseignants-chercheurs notent que cette situation risque également d'entraîner une fuite des cerveaux hors de notre pays. Alors, un réseau de protestation s'est constitué, entre tous les laboratoires, sur Internet, pour faire part de ce mécontentement auprès du ministre de tutelle.

En aparté

La parole de M. Raffarin

Jean-Pierre Raffarin, ministre des Petites et Moyennes Entreprises, du Commerce et de l'Artisanat, a décidé de mettre en œuvre une opération d'animation des centres-villes de Bordeaux, Toulouse et Nancy.

Cette action se propose, dit le ministre, « de lutter contre la morosité de la consommation en créant une ambiance de fête destinée à attirer un large public, pourvu publics pour le commerce de centre-ville ».

décrites comme « propices aux achats (le week-end des 16 et 17 décembre et les deux jours précédant Noël : 22 et 23 décembre) ».

Cette opération, explique-t-on au ministère, comporte le défilé d'une parade et d'un ensemble d'animations : prestations de groupes musicaux (jazz, rock, folklore, musique de Noël, musiques créoles...) ou théâtraux (mimes, échaussiers, théâtre de rue...).

N.B. Il est souligné que les axes managés sont uniquement d'animation ces jours-ci.

Les politiques ne font pas recette

Seulement 150 étudiants pour les accueillir dans un auditorium de Paul-Sabatier d'habitude archicomble, des applaudissements polis et des questions toutes marquées au coin de l'amertume, décidément les représentants de la classe politique ne sont toujours pas pleinement chez eux dans les enceintes universitaires. Et le débat organisé sur la question des facs par la coordination étudiante, en présence d'invités représentant les grandes formations politiques, n'aura pas soulevé de vibrants enthousiasmes.

Attentes

Est-ce à dire que les étudiants sont désormais et définitivement fermés au politique ? Ce serait une affirmation rapide. Et si méfiance il y a bien, elle est surtout, le fait d'une grande attente. Si grande qu'elle est souvent déçue. Lorsqu'un étudiant lance « vous êtes élus pour nous représenter et pour prévoir. Le problème, c'est que

vous ne prévoyez rien », il est clair, tout d'abord que le vous est collectif. Et ensuite que nous sommes plus proches du « regret » que du fameux « rejet de la politique » affirmé par certains.

Partition connue

Après 35 jours de conflit dans les universités, l'arrivée de Robert Huguenard pour le RPR, de Jean Glavany pour le PS et d'Henri Arcoutel pour le PCF tenait un peu de ce « surréalisme » dont les enceintes universitaires sont souvent coutumières. De l'autre côté de l'auditorium, dans le grand hall, des milliers d'étudiants votaient pour ou contre la reprise des cours. Et là, certains tentaient d'expliquer ses positions, en s'abandonnant sur Robert Huguenard (qui notait beaucoup et a promis de transmettre), et Jean Glavany (qui n'a pas nommé ni Lionel Jospin ni son plan Université 2000), ont entonné le duo célèbre de « nous faisons mieux que

vous quand nous sommes aux affaires ».

Le tout sur l'air bien rythmé et parfaitement inventorié des « avancées » de chaque camp.

Dans ce concert connu et bien codifié, Henri Arcoutel ajoutait le contre-tu du PCF : « Nous sommes au cœur d'un problème fondamental de société ».

Crise de confiance

Au fond, on pourra retenir de tout cela au moins deux remarques : le formidable sentiment des étudiants d'être « méprisés » par le ministre Bayrou, et l'expression tout aussi forte d'une véritable « crise de confiance ». Avec, en regard, la promesse politique d'être désormais... entendus.

Constat qui amenait cette question d'un étudiant : « Dans ce pays, faudra-t-il toujours attendre qu'il y ait un blocage pour qu'on se saisisse d'un problème ? A suivre... »

Jean-Jacques ROUCH (Photo « La Dépêche », Thierry Boidas)

Concentrée sur deux périodes

Sous tension pour demain



On se serre sous la neige (Photo « La Dépêche », Michel France)

Encore plus de 35.000 manifestants, hier, dans les rues de Toulouse : malgré les déclarations gouvernementales, les tentatives d'apaisement, les mots d'ordres ou les invitations à reprendre le travail émanant de responsables de confédérations syndicales, la mobilisation contre le plan Juppé ne retombe pas, dans notre département.

Aux côtés de leurs collègues de la FSU, des militants de la FEN étaient présents dans le cortège, où l'on remarquait la banderole de l'Union régionale des syndicats autonomes ; quelques enseignants confiaient « avoir déchiré leur carte, parce que plus d'accord avec les positions nationales ».

Même position ferme dans les rangs de l'Union départementale CFDT (et du SGEN), en rupture aussi avec l'instance régionale.

C'est clair, à Toulouse, quand on est contre, on le dit, le proclame, le montre en étant près de 40.000 dans la rue, une fois réunis les trois cortèges convergents.

Tous présents

Toutes les banderoles maintenant habituelles étaient là : celles des cheminots, des PTT, d'EDF-GDF, des administra-

tions (Trésor, Equipement, Agriculture, Travail, redevance télé) ; de collèges et lycées toulousains, du Crous, des universités, des IUT, des mutuelles ; de secteurs économiques (banques, commerce, métallurgie, avec quelque 1.500 salariés d'Aérospatiale), de cliniques, des hôpitaux, de Job, du Giat-Toulouse (la cartoucherie)...

Avec des slogans comme : 32 heures hebdomadaires, 35 ans de cotisations, du travail pour tous ; un million de chômeurs, c'est 66 milliards de cotisations en moins ; un vrai travail, un vrai salaire, un seul précaire, Juppé ; IUT abandonnés, étudiants révoltés ; Juppé, arrête de faire monter la mayonnaise, la moutarde nous monte au nez, ou même « Chirac, la prochaine bombe, c'est nous ».

Des promesses et propositions que l'on devrait retrouver demain, dans la manifestation

pour laquelle celle d'hier servait presque de répétition.

Pour demain

A l'appel des Unions départementales CGT, CFDT, Force ouvrière, FSU, un rassemblement est organisé à partir de 13 h 30, allées Jean-Jaurès, à Toulouse.

Pour défiler sur les boulevards de Strasbourg et Lascrosses, place Héraclès, Pont des Catalans, allées Charles-de-Fitte, place Saint-Cyprien, rue de la République, Pont-Neuf, rue de Metz, boulevard Carnot, jusqu'aux allées Jean-Jaurès.

Un parcours inhabituel, désamorçant la demande faite au préfet par des commerçants de la rue d'Alsace-Lorraine, qui souhaitaient ne pas voir de manifestants dans cette artère, ce samedi.

La longueur du trajet est justifiée par l'affluence que les organisateurs attendent, se référant à l'expérience de ces dernières semaines où la participation n'a cessé de croître : ils attendent les salariés du privé, « en masse, puisqu'ils seront en congé et ne risqueront ni leur salaire ni leur emploi ».

Un cheminot confirme : « c'est le moment pour le privé de montrer qu'il a compris que ceux du service public se battent pour la protection sociale de tout le monde ».

Mireille HARRBURGER



Le mardi 28 novembre, le défilé « anti-plan Juppé » s'allonge. Les hospitaliers sont là.



Les étudiants n'ont pas décroché depuis le 9 novembre.



Avec les municipaux



Le 12 décembre, la colère monte...

Pourquoi la FEN appelle à suspendre la grève

15/12/1995

Claude Dupuy, secrétaire général académique, et Marc Chaubet, secrétaire général de la Haute-Garonne du syndicat des enseignants, expliquent leur décision de suspendre la grève.

Pourquoi avez-vous suspendu le mouvement de grève ?

Le syndicat des enseignants FEN a suspendu provisoirement le mouvement suite aux audiences à Matignon et aux réponses (écrites) des ministres et du Premier ministre.

Celle d'Alain Juppé est un véritable acte de capitulation du gouvernement. C'est une victoire éclatante pour tous ceux qui se sont engagés dans la lutte :

« L'ensemble des régimes spéciaux de retraite et le code des pensions civiles et militaires de l'Etat continuent de s'appliquer tels quels, tant en ce qui concerne l'âge à partir duquel chaque catégorie d'agents ou de fonctionnaires peut partir en retraite que pour toutes les modalités de calcul du montant de ces retraites et pensions. Aucune discussion n'est ouverte sur ses sujets. »

S'agissant du projet de contrat concernant la SNCF, il est gelé... les organisations syndicales seront largement associées à l'élaboration du nouveau texte. De plus, nos actions ont contraint le gouvernement à ouvrir des négociations sur la protection sociale et l'emploi.

Votre base vous suit-elle ?

Si nous avons éprouvé quelques difficultés à faire parvenir l'information à tous les adhérents (pas de courrier), ceux-ci, dès lors qu'ils ont connaissance des réponses écrites du gouvernement et de notre analyse, sus-



Claude DUPUY.

pendent leur action. Cependant, ils ressentent un profond malaise à quitter un mouvement social au travers duquel ils pouvaient exprimer leur angoisse de l'avenir et rejeter ainsi l'attitude méprisante de ce gouvernement envers les salariés. Le syndicat des enseignants porte un regard sur cette société, un regard sans complaisance. Il nous faudra tirer les conséquences de l'état déplorable du dialogue social dans ce pays.

Qu'en est-il de l'union sacrée du début ?

Les pratiques syndicales des uns et des autres sont divergentes. Le syndicat des enseignants et la FEN ont des revendications qu'ils veulent faire aboutir.

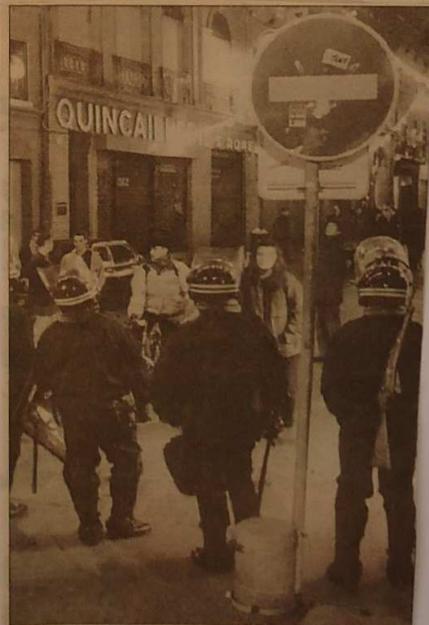
C'est là la responsabilité d'une organisation syndicale. D'autres continuent l'action, sans bien cerner les revendications qu'il faut faire aboutir. Cette démarche n'est pas la nôtre. Nous devons porter le fer au bon endroit. Aux politiques d'apporter leurs réponses, aux syndicalistes les leurs. Le gouvernement doit prendre en compte que l'on ne peut plus réformer par le haut sans que les réformes soient portées par tous et soient jugées équitables par tous.

Le soutien de la FOL

Le bureau de la FOL 31 (Ligue de l'enseignement) constate que le puissant mouvement social en cours, animé par les étudiants et les organisations syndicales ouvrières et enseignantes, s'inscrit dans la défense de la démocratie et de la solidarité qui sont la raison d'être des associations qu'elle fédère.

Le bureau de la FOL affirme son plein soutien à un mouvement qui porte en lui les valeurs de la République auxquelles les associations laïques sont indissolublement liées.

RIFLES A L'AVEC



Malheureusement, deux heures de violence à l'issue d'une immense manif bon enfant, samedi soir.